



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale

relatif à l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de grès et schistes exploitée par la société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT et située au lieu-dit « Les Vaux » à CORSEUL et SAINT-MAUDEZ

**Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le Code de l'Environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des Installations Classées et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François GUILLOTOU de KERÉVER, Préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Georges SALAÛN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire Bretagne approuvé par arrêté du 18 novembre 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2020 approuvant le schéma régional des carrières de Bretagne ;

Vu la demande du 23 août 2023, complétée le 5 novembre 2024, présentée par la société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT, pour le renouvellement et l'extension d'une carrière au lieu-dit « Les Vaux » à CORSEUL et SAINT-MAUDEZ ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du Code de l'Environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 9 janvier 2025 ;

Vu la décision en date du 25 juin 2025 du Président du tribunal administratif de RENNES, portant désignation du commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 juillet 2025 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du lundi 1^{er} septembre à 9H00 au vendredi 3 octobre 2025 inclus, à 17H00 ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans les communes ;

Vu les avis émis par les communes concernées ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la Préfecture ;

Vu le rapport et les propositions en date du 19 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis favorable en date du 27 janvier 2026 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation carrières, au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 28 janvier 2026 à la connaissance du demandeur ;

Vu la lettre du pétitionnaire en date du 11 février 2026 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions, accompagnée du rapport de suivi des poussières en suspension et de la silice dans l'environnement de la carrière de Corseul établi en novembre 2025 ;

Considérant que l'activité projetée relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des Installations Classées et est répertoriée à la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants aux abords du site projeté ;

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations à son projet initial pour prévenir les risques pour la santé du voisinage et correspondant à l'usage des techniques actuellement disponibles afin de respecter les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant les mesures d'évitement et de réduction proposées par l'exploitant ;

Considérant les remarques exprimées au cours de l'enquête publique ;

Considérant le mémoire en réponse de l'exploitant ;

Considérant l'avis favorable du commissaire enquêteur assorti d'une réserve ;

Considérant la prise en considération de la réserve en prescrivant la réalisation d'une étude pour identifier la meilleure desserte routière pour l'usine de parpaings ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des contributions des services déconcentrés de l'État, et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les garanties financières doivent être constituées afin de permettre le réaménagement de la carrière, la surveillance du site et l'intervention en cas d'accident ou de pollution, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, conformément aux dispositions des articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

Considérant que l'exploitant doit caractériser le taux de quartz dans les poussières pour toutes les habitations situées dans les 200 mètres des futures extractions ;

Considérant le renforcement de prescriptions sur le suivi des retombées de poussières en cas de nuisances liées à celles-ci ;

Considérant que l'exploitant doit poursuivre l'auto-surveillance de la qualité des eaux rejetées en maintenant le suivi des paramètres Fer et Aluminium et en assurant un suivi en continu des débits rejetés et du pH ;

Considérant que l'exploitant doit transmettre une étude d'acceptabilité des rejets dans le milieu naturel dans les deux ans suivant la parution de l'étude régionale et au plus tard dans les trois ans suivant la signature du présent arrêté. Cette étude est à mener a minima, sur les 13 paramètres identifiés par l'étude du BRGM pour caractériser le milieu récepteur et le rejet : sulfates, Ca, Mg, Fe, Mn, Al, Cu, Zn, Ni, Cd, Pb, Cr et Co ;

Considérant que l'exploitant doit réaliser un suivi piézométrique semestriel des micro-piézomètres 1 et 2 ;

Considérant le renforcement de la périodicité de l'ensemble des suivis biologiques à une fréquence annuelle ;

Considérant qu'en cas de nuisances liées aux émissions sonores, le suivi des niveaux acoustiques peut être étendu sur de nouveaux points de mesures, hors du cadre du suivi annuel ;

Considérant le renforcement de la valeur limite des niveaux de vibrations au droit des constructions avoisinantes à 5 mm/s ;

Considérant le renforcement du suivi des vibrations par des mesures complémentaires en cas de plaintes ;

Considérant que ce projet est compatible avec le schéma régional des carrières ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE

1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT dont le siège social est situé 7, rue des Métiers à PLEURTUIT (35730), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à étendre et à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roches massives (substance : grès et schistes) située au lieu-dit « Les Vaux » sur la commune de CORSEUL et SAINT-MAUDEZ, comportant les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté annulent et remplacent les prescriptions des actes suivants :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} avril 1999 ;
- les arrêtés préfectoraux complémentaires du 31 décembre 2002 et du 22 mars 2024.

1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique Alinéa	Régime ⁽¹⁾	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation – Volume autorisé
2510-1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	Emprise totale du périmètre autorisé : 86 ha 40 a Production moyenne : 1 000 000 tonnes/an Production maximale : 1 250 000 tonnes/an
2515-1	E	Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels : <i>Puissance installée supérieure à 200 kW</i>	Installations de concassage, broyage, criblage d'une puissance installée maximale de 1 360 kW dont installations fixes : 710 kW installations mobiles : 650 kW

Rubrique Alinéa	Régime ⁽¹⁾	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation – Volume autorisé
2517-1	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques : <i>Superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m²</i>	Station de transit d'une superficie de 20 ha

⁽¹⁾ Régime : A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

1.2.2. Nomenclature loi sur l'eau

Les activités suivantes sont classables au titre de la loi sur l'eau en application de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement qui définit la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement.

Rubrique	Régime ⁽¹⁾	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : <i>1° Supérieure ou égale à 20 ha</i>	Surface considérée : environ 86,4 ha
3.2.3.0	A	Plans d'eau (permanents ou non) dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Plan d'eau résiduel : 22,5 ha

1.2.3. Localisation de la carrière et des installations

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 86 ha 40 a et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral en annexe au présent arrêté. Toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées.

Commune	Lieu-dit	Parcelles	Superficie autorisée
CORSEUL et SAINT-MAUDEZ	Les Vaux	Voir plan et registre parcellaire joints au présent arrêté	86 ha 40 a

La localisation de la carrière a pour coordonnées (système Lambert 93) :

X = 317 706 m à 319 604 m ; Y = 6 829 661 m à 6 830 918 m

1.2.4. Épaisseur d'extraction autorisée

Aucune extraction n'est autorisée en dessous de 10 m NGF.

1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

L'exploitant réalise ou fait réaliser sous sa responsabilité un audit de conformité de son installation aux exigences du présent arrêté et du dossier de demande dans un délai de deux ans après sa mise en service.

1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée pour **une durée de 30 ans** à compter de la notification du présent arrêté compte tenu du gisement à exploiter. La remise en état du site, y compris sa phase finale, est incluse dans la durée d'autorisation.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

1.5. CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement, et pour l'application des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-5, l'état dans lequel doit être remis le site et l'usage à prendre en compte sont détaillés ci-après et selon les modalités prévues.

1.5.1. Mise en sécurité

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, et conformément à l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification est accompagnée d'un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation ;
- le plan de remise en état définitif ;
- un mémoire sur l'état du site ;

et indiquant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- l'évaluation des risques de glissement des stockages de déchets de toute nature afin d'éviter un accident majeur ;
- des limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage ;
- la mise en sécurité des fronts de taille qui seront purgés et talutés en tenant compte de l'érosion des bords de l'excavation avec une pente maximale de 45° ;
- les interdictions et limitations d'accès au site. À ce titre, les accès aux abords des zones dangereuses (risque de chute, noyade, enlèvement...) doivent être interdits par une clôture solide et pérenne, ou un dispositif équivalent. Des panneaux avertissent du danger ;
- la neutralisation des énergies (gaz naturel, électricité,...) en cas de démantèlement des installations de traitement ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement et, le cas échéant, les mesures de maîtrise des risques associées.

1.5.2. Remise en état

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette l'usage futur du site déterminé dans les dossiers de demande d'autorisation.

L'usage à prendre en compte selon les secteurs considérés est :

- un plan d'eau d'environ 22,5 ha,
- des espaces agricoles issus du remblaiement de la fosse Ouest et de certains espaces périphériques d'environ 16 ha,
- des espaces boisés restitués,
- des espaces valorisés pour leur potentiel écologique,
- une plateforme centrale d'environ 4,5 ha, disponible pour différents usages potentiels tels qu'un retour agricole, des boisements, la création d'espaces naturels, le photovoltaïque, des installations liées au maintien de l'activité d'accueil de matériaux inertes.

1.6. GARANTIES FINANCIÈRES

1.6.1. Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux (carrière) de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

1.6.2. Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé selon les modalités de l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié, sur la base d'une remise en état coordonnée à l'exploitation.

Phase d'exploitation	Montant des garanties financières
1 (0-5 ans)	1 064 877,00 €
2 (5-10 ans)	1 088 944,00 €
3 (10-15 ans)	1 222 528,00 €
4 (15-20 ans)	1 079 721,00 €
5 (20-25 ans)	1 051 481,00 €
6 (25-30 ans)	1 074 936,00 €

Calcul avec indice TP01 base 100 d'avril 2023 (valeur 129,4)

1.6.3. Établissement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement, dès la mise en exploitation du site.

2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1. AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

2.1.1. Information des tiers

Avant le début de l'exploitation de l'extension et deux mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière, des panneaux indiquant, en caractères apparents :

- son identité,
- la référence de l'autorisation préfectorale,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

2.2. CONDUITE D'EXPLOITATION

2.2.1. Décapage des terrains

Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains doit être en accord avec le plan de phasage. Le décapage doit être réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler aux stériles les terres végétales constituant l'horizon humifère. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la réalisation des merlons périphériques et pour la remise en état du site. La hauteur des tas de terre végétale devra être telle qu'il n'en résulte pas d'altération de ses caractéristiques. À ce titre, le dépôt des horizons humifères ne doit pas présenter une hauteur supérieure à 2 mètres. Les stockages des terres végétales doivent être ensemencées de manière à éviter les risques d'érosion et de ravinement et de transfert vers les cours d'eau.

2.2.2. Patrimoine archéologique

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant doit prendre toute disposition pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces vestiges. Ces découvertes doivent être déclarées dans les meilleurs délais au service régional de l'archéologie et à l'inspection des Installations Classées.

2.2.3. Principe d'exploitation

La conduite de l'exploitation est effectuée selon le principe repris dans les tableaux ci-dessous et les plans de phasage et de remise en état en annexes du présent arrêté.

Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Phases	Progression des activités	Aménagements
Phase 1 (0 – 5 ans)	Avancée des paliers de la fosse Ouest vers le Sud.	Décapage des terrains Sud sollicités à l'extension et mise en place des merlons. Stockage des découvertes et stériles au Nord de la fosse Ouest et sur les espaces périphériques au Sud. Procédure de déviation du chemin de randonnée et de la route au Nord du site.
Phase 2 (5 – 10 ans)	Avancée des paliers de la fosse Ouest vers le Sud. Atteinte des limites d'extraction au Sud pour les paliers de la fosse Ouest. Avancée des paliers 70 et 85 m NGF vers le Sud et le Nord-Est.	Décapage des terrains Nord-Est sollicités à l'extension et mise en place des merlons. Stockage des découvertes et stériles dans la fosse Ouest. Végétalisation des espaces périphériques Sud.

Phases	Progression des activités	Aménagements
Phase 3 (10 – 15 ans)	Avancée des paliers de la fosse Ouest vers le Sud. Avancée des paliers 25 et 40 m NGF vers le Sud. Avancée des paliers 55 à 85 m NGF vers le Sud et le Nord-Est. Atteinte des limites d'extraction au Sud pour les paliers 70 et 85 m NGF.	Décapage du reste des terrains Nord-Est sollicités à l'extension et mise en place des merlons. Stockage des découvertes et stériles dans la fosse Ouest et sur les espaces périphériques au Nord-Est. Végétalisation des espaces périphériques Sud.
Phase 4 (15 – 20 ans)	Finalisation de l'exploitation de la fosse Ouest. Avancée des paliers 40 et 55 m vers le Sud jusqu'à la limite d'extraction. Avancée des paliers 40 à 85 m NGF vers le Nord-Est	Stockage des découvertes et stériles dans la fosse Ouest à 60 m NGF. Végétalisation des espaces périphériques Nord-Est.
Phase 5 (20 – 25 ans)	Avancée des paliers 10 et 25 m vers le Sud jusqu'à la limite d'extraction. Avancée des paliers 70 et 85 m NGF vers le Nord et le Nord-Est jusqu'à la limite d'extraction.	Stockage des découvertes et stériles au Sud dans la fosse Ouest à 73 m NGF.
Phase 6 (25 – 30 ans)	Avancée des paliers 10 à 55 m NGF vers le Nord-Est	Stockage des découvertes et stériles dans la fosse Ouest à 73 m NGF Remise en état globale du site sur les 6 derniers mois.

L'extraction des matériaux doit être effectuée par création de gradins d'une hauteur maximale de 15 mètres chacun, séparés par une banquette horizontale d'une largeur pendant la phase d'extraction qui ne devra pas être inférieure à 10 mètres lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules. Cette largeur pourra être réduite à 5 mètres au minimum en phase finale d'exploitation sous réserve de pouvoir mettre en place un piège à cailloux ou un dispositif équivalent suffisamment efficace et de garantir la bonne stabilité des fronts associés.

La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.

2.3. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir, tenir à jour et tenir à la disposition de l'inspection des Installations Classées sur le site, un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

2.4. SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie sur un fond cadastral. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire,
- les bords de la fouille et la position des différents fronts,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (niveau des banquettes, du fond des fouilles, du sommet de la verse, ...),
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection,
- le réseau de circulation des effluents (eaux pluviales, eaux de procédés,...) sur un plan séparé.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.5. INSTANCE DE CONCERTATION

Une instance de concertation est mise en place par l'exploitant, qui en assure la gestion. Elle est composée :

- de représentants de l'exploitant ;
- de représentants des collectivités territoriales : communes de CORSEUL et SAINT-MAUDEZ, Dinan Agglomération ;
- d'un représentant de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Arguenon - Baie de la Fresnaye ;
- d'un représentant des riverains ;
- d'un représentant d'associations locales ;
- d'un représentant d'associations de protection de l'environnement locales ou départementales concernées ;
- et, à la demande, de représentants des administrations publiques concernées (ARS, DDTM, DREAL).

L'instance de concertation est placée sous la présidence de l'exploitant et des maires de CORSEUL et SAINT-MAUDEZ.

L'instance de concertation se réunit annuellement, l'exploitant y présente :

- une notice de présentation de l'installation ;
- un bilan des analyses et des suivis environnementaux du site réalisés dans le cadre du présent arrêté, notamment sur le bruit, les poussières, les eaux et le milieu aquatique, les vibrations ;
- les actions menées au cours de l'année écoulée,

Si nécessaire l'exploitant procède à une visite du site de la carrière.

Sans préjudice des prescriptions relatives à l'information du public édictées par le Code de l'Environnement, l'exploitant établit et transmet aux acteurs concernés, dans un délai de 8 jours suivant l'instance, un dossier comportant les informations ci-dessus.

3 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

3.1. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

3.1.1. Limitation des envols de poussières

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

L'exploitant doit prendre les dispositions suivantes nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- voie d'accès en enrobée, plateforme des installations et de stockage régulièrement nettoyées,
- entretien des pistes, plateforme et entrées de la carrière avec un tracteur muni d'une balayeuse et d'une tonne à eau,
- bâchage ou arrosage des camions pour l'enlèvement des produits fins,
- plan de surveillance des poussières (jauges Owen) en place pour le contrôle des retombées de poussières, adapté à l'extension,
- boisements conservés en périphérie du projet,
- abattage de poussières sur les installations de traitement,
- foreuse équipée d'origine d'un système de captation des poussières,
- limitation de vitesse à 20 km/h dans la carrière,
- installation primaire de traitement localisée dans l'excavation,
- bardage des installations de traitement maintenu et entretenu,
- système d'aspiration des poussières.

3.1.2. Mesures des retombées de poussières

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures présentées dans le dossier (cf. plan en annexe) :

- Point 1 : station de type c (limite de site) au Nord,
- Point 2 : station de type c (limite de site) au Sud,
- Point 3 : station de type b (riverain) au lieu-dit « Perro »,
- Point 4 : station de type b (riverain) au lieu-dit « La Bertranmas »,
- Point 5 : station de type b (riverain) au lieu-dit « La Gloriette »,
- Point 6 : station de type a (témoin) au Nord-Ouest de la carrière,
- Point 7 : station de type b (riverain) au lieu-dit « Brignac »,
- Point 8 : station de type b (riverain) au lieu-dit « Pellan »,
- Point 9 : station de type b (riverain) au lieu-dit « Le Chênot ».

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées de poussières. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé garantir la représentativité des échantillons prélevés et assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

Les campagnes de mesure durent trente jours.

L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées aux stations de suivi (proches riverains ou personnes sensibles) du plan de surveillance.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif définie ci-dessus, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur objectif prévue ci-dessus, et sauf situation exceptionnelle, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Chaque campagne de mesures de retombées de poussières fait l'objet d'un rapport tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

En cas de dépassement, l'exploitant informe l'Inspection des Installations Classées et met en œuvre les mesures correctives.

En cas de nuisances liées aux retombées de poussières, le suivi des retombées atmosphériques totales peut être étendu sur de nouvelles stations de mesures au droit des habitations situées sous les vents dominants.

4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

4.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesures totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (vanne anti-retour ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.2. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Origine des approvisionnements en eau

Les eaux nécessaires pour les besoins de l'exploitation (hors eaux sanitaires) sont collectées uniquement en fond de fouille.

4.3. REJETS

Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par la carrière aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes (cf. plan du circuit des eaux en annexe) :

Point de rejet vers le milieu récepteur	
Localisation	X: 318130 m Y: 6829885 m
Nature des effluents	Eaux pluviales et d'exhaure provenant de la zone d'extraction collectées vers un bassin de fond de fouille
Débit de rejet maximal	Débit de 100 m ³ /h
Exutoire du rejet / Milieu naturel récepteur	Ruisseau des Vaux
Cheminement des eaux et traitement avant rejet	Eaux collectées vers un bassin de fond de fouille puis dirigées vers un bassin d'exhaure
Confinement	Fermeture de l'exutoire au point de rejet

4.4. SURVEILLANCE DES EAUX

4.4.1. Surveillance des eaux rejetées

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration éventuelle, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies.

Le rejet ne doit en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration maximale journalière
Température	< 30 °C
pH	5,5 – 8,5
MES	25 mg/L
DCO	30 mg/L
Hydrocarbures	10 mg/L
Fer	1 mg/l

Les valeurs limites figurant ci-dessus sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration maximale journalière.

En cas de dépassement sur un paramètre de ces valeurs, l'exploitant analyse le dépassement, met en œuvre les mesures correctives nécessaires et en avertit l'Inspection des Installations Classées.

En cas d'impossibilité de rejet (pollution ou valeurs non respectées), l'exploitant doit disposer de l'ensemble des moyens de confinement des eaux (arrêt des pompes d'exhaure et maintien de la pollution en fond de fouille en vue de son traitement, fermeture de l'exutoire en vue du confinement du bassin terminal et maintien de la pollution en vue de son traitement) sur le site et indiquer les mesures qu'il compte mettre en œuvre (traitement, évacuation...).

Les valeurs limites définies ci-dessus peuvent éventuellement être révisées, notamment au regard des conclusions de l'étude régionale relative à la caractérisation et la prise en compte du fond géochimique breton pour l'examen de la compatibilité des rejets aqueux des carrières avec le milieu récepteur et aux solutions technico-économiques de traitement.

Pour cela, l'exploitant doit transmettre une étude d'acceptabilité des rejets dans le milieu naturel dans les deux ans suivant la parution de l'étude régionale et au plus tard dans les trois ans suivant la signature du présent arrêté. Cette étude est à mener a minima, sur les 13 paramètres identifiés par l'étude du BRGM pour caractériser le milieu récepteur et le rejet : sulfates, Ca, Mg, Fe, Mn, Al, Cu, Zn, Ni, Cd, Pb, Cr et Co.

De plus, les dispositions suivantes sont mises en œuvre pour le rejet :

Paramètres	Type de suivi	Fréquence d'analyse
Débit rejeté	En continu	En continu
pH		
T°C	Ponctuel	Mensuelle
pH		
MES		
DCO		
Hydrocarbures		
Fer + Aluminium		

Les résultats de ces contrôles sont télédéclarés via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données de l'Autosurveillance Fréquente).

4.4.2. Surveillance des puits et forages

L'exploitant réalise un suivi piézométrique semestriel des ouvrages n°3, n°4, n°6, n°7, n°8 et n°11 et des micro-piézomètres 1 et 2, dont les données sont tenues à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

En cas de signalement sur d'autres ouvrages situés en périphérie du site, l'exploitant doit réaliser un suivi piézométrique des puits ou forages concernés.

En cas d'assèchement, de baisse manifeste de production de ces ouvrages ou de modification de la qualité de leurs eaux causées par les activités du site, l'exploitant doit proposer des solutions alternatives à cette situation. L'emplacement des puits et des forages concernés ainsi que les solutions alternatives doivent être portés à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées.

4.5. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

4.5.1. Ravitaillement et stationnement des engins de chantier et véhicules du site

Le ravitaillement en carburant et le stationnement en dehors des périodes d'activité des engins de chantier doivent être réalisés de manière à éviter les écoulements. Ils doivent être réalisés sur une aire commune aux deux opérations (ravitaillement et stationnement) et étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un dispositif décanteur-séparateur d'hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Les eaux ainsi collectées doivent être traitées par un décanteur-séparateur à hydrocarbures suffisamment dimensionné, avant rejet dans le milieu naturel. À l'exception des engins à chenilles, aucun ravitaillement d'engins n'est autorisé en dehors de cette aire, notamment dans la zone d'extraction. Tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement et toute fuite sur un engin entraînera son arrêt et sa mise en réparation immédiate.

4.5.2. Entretien des bassins de collecte et de décantation et tampon, et des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures

Les bassins de collecte et de décantation doivent être curés régulièrement, et au moins une fois par an afin de garantir leur fonctionnement.

Les décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures doivent être nettoyés par une société habilitée aussi souvent que nécessaire, et dans tous les cas, au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste :

- pour le décanteur, en la vidange des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement,
- pour le séparateur d'hydrocarbures, en la vidange des hydrocarbures ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi de nettoyage des bassins de collecte, de décantation et tampon ainsi que des décanteurs séparateurs d'hydrocarbures ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant cinq ans.

4.5.3. Entretien des engins de chantier et véhicules du site

L'entretien des engins de chantier doit être réalisé uniquement au niveau de l'atelier dédié à cet usage. Seul l'entretien mécanique est autorisé, aucune opération de peinture n'est autorisée. Les stockages d'huiles neuves et usagées doivent être aériens. Aucun stockage enterré n'est autorisé.

5 – PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

5.1. MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION, DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT ET LEUR SUIVI POUR LA PROTECTION DES HABITATS, DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures d'évitement et de réduction prévues dans son dossier :

5.1.1. Mesures d'évitement

- adaptation de la période des travaux : les défrichements des différentes haies et fourrés sont réalisés de façon anticipée pour éviter les périodes de reproduction des différentes espèces pouvant exploiter les secteurs à terrasser. De la même façon, pour éviter toute mortalité de reptiles et d'amphibiens en phase d'hibernation, les travaux d'arasement de talus ou de merlon sont réalisés en tenant compte de cette période ;
- prise en compte de l'habitat du faucon pèlerin et du grand corbeau : le front de taille Nord de la carrière (entre 32 et 105 m NGF) est laissé intact. Seules les parties à l'extrémité nord de ce front sont exploitées dans le cadre de l'extension.

5.1.2. Mesures de réduction

- prise en compte des espèces exotiques envahissantes avec pour objectif de prévoir une gestion des plantes invasives durant l'exploitation afin d'éviter leur dissémination sur site ou à l'extérieur par le transport de terres contaminées ;
- restauration et renforcement de la trame verte et des continuités écologiques avec la conservation du chemin creux au Nord bordant la future zone d'extraction au Nord du projet et la végétalisation des remblais et merlons périphériques sur les zones de stockage et des merlons périphériques hors zones de stockages ;
- coupe différée de haie : les plantations de haies sont effectuées dès la première année suivant l'obtention de l'arrêté préfectoral. Afin que ces nouvelles haies plantées aient atteint un certain niveau de fonctionnalité avant la coupe des haies impactées, qui interviendra au plus tôt au cours de la troisième phase d'exploitation, soit au plus tôt 10 ans après les plantations ;
- installation d'abris ou de gîtes artificiels pour la faune avec la mise en place de pierriers par récupération de gravats de la carrière sur les merlons végétalisés de la carrière (hors du périmètre d'extraction) pour offrir des sites de replis et des places de thermorégulation pour les reptiles.

5.2. SUIVIS ÉCOLOGIQUES DES MESURES POUR LA PROTECTION DES HABITATS, DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

- suivi de l'avifaune :
 - réalisation de points d'écoute répartis sur le pourtour de la carrière avec 2 passages entre avril et juin pour les passereaux des merlons et d'observation au niveau des fronts pour le Grand Corbeau et le Faucon Pèlerin,
 - fréquence annuelle.
- suivi des reptiles :
 - prospection des aménagements (pierriers) et des lisières ensoleillées le matin avec 2 passages entre mars et mai,
 - fréquence annuelle.
- suivi des chiroptères :
 - réalisation de points d'écoute passives pouvant être complétées par des écoutes actives lors de la période favorable et examen de la fréquentation des gîtes existants ,
 - fréquence annuelle.

- suivi des Espèces Exotiques Envahissantes :
 - campagne estivale pour localiser les espèces invasives avérées ou potentielles,
 - fréquence annuelle.
- suivi de la qualité hydrobiologique du ruisseau des Vaux :
 - 2 points de suivi (amont/aval du rejet) par des indices biologiques de type IBGN, I2M2 ou équivalent,
 - fréquence annuelle.

6 – PROTECTION DU CADRE DE VIE

6.1. HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION

L'installation est autorisée à fonctionner de 7 heures à 21 heures, hors dimanche et jours fériés.

6.2. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées, qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, telles que prévues dans son dossier, à savoir :

- la conservation d'un maximum de haies bocagères et d'un bosquet, en mesure d'évitement, avec au total, un linéaire d'un peu plus de 700 m conservé, tandis qu'environ 400 m sont supprimés au droit de l'extension de la fosse et des nouveaux remblais,
- l'adaptation du volume stocké hors de la fosse et optimisation de la silhouette des remblais avec cinq zones de remblai prévues en périphérie de la carrière, de part et d'autre de « Perro » et de « Pellan »,
- la compensation de la trame arborée supprimée avec 908 mètres linéaires de merlons périphériques plantés sur deux rangs et 644 ml haies bocagères plantées sur talus, soit au total plus de 1 550 ml, qui compense les 400 ml de haies bocagères supprimées. De plus, les surfaces destinées à la recolonisation naturelle représentent 30 724 m² et les surfaces qui sont semées pour le développement d'une lande à ajoncs représenteront 64 174 m², soit 94 898 m² qui sont destinés à évoluer progressivement vers des boisements. La plantation de boisement au Nord de la carrière : type verger, plantation arboricole, doit être définie avec les riverains et les associations locales,
- la mesure d'accompagnement qui est la modification du tracé de la voie communale au Nord-Est par la mise en place d'un tronçon séparé de la voirie et dédié aux déplacements doux, principalement piétonnier et VTT. Il doit être bordé côté carrière par le merlon périphérique planté sur deux rangs et séparé de la route par un talus bocager.

6.3. NIVEAUX ACOUSTIQUES

6.3.1. Valeurs limites d'émergence

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque la carrière et ses installations annexes sont en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (carrière et ses installations annexes à l'arrêt). Cette émergence est mesurée conformément à la méthodologie définie par dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé.

En dehors des tirs de mines, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergences réglementées sont définies comme suit :

- intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...),
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

6.3.2. Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété du site d'exploitation (carrière et installations de traitement) les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limites de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

6.3.3. Auto-surveillance des niveaux sonores

Une mesure des émergences est réalisée dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté, puis est renouvelée tous les ans sur les 7 points de mesures prévus, à savoir :

- ZER 1 : Brignac
- ZER 2 : Gloriette
- ZER 3 : Bertranmas
- ZER 4 : Hôtel Neuf
- ZER 5 : Perro
- ZER 6 : Chênot
- ZER 7 : Pellan

Ces mesures doivent être effectuées par un organisme ou une personne qualifiés. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'Inspection des Installations Classées peut demander.

L'exploitant veille à ce que les mesures soient représentatives de toutes les activités présentes sur le site (concassage, foration, transport, traitement,...). Le compte-rendu des mesures, tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées, doit préciser les installations en fonctionnement lors du contrôle des niveaux sonores.

Dans le cas de dépassements des valeurs réglementaires d'émissions au droit des habitations riveraines au cours d'une campagne de mesures, l'exploitant doit prendre toutes les mesures pour limiter les émissions et doit réaliser un nouveau contrôle, au cours de la même année, pour juger de l'efficacité de ces mesures.

En cas de nuisances liées aux émissions sonores, le suivi des niveaux acoustiques peut être étendu sur de nouveaux points de mesures, hors du cadre du suivi annuel.

6.3.4. Tirs de mines – Surpression acoustique aérienne

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine d'une onde de pression acoustique dépassant 125 dB linéaires au niveau des habitations des tiers.

6.3.5. Mesures particulières

Dès le début des activités, l'exploitant met en place les mesures suivantes :

- maintien des installations de traitement de la carrière à une distance supérieure à 300 mètres des habitations,
- utilisation de convoyeurs à bande alimentant les installations de traitement,
- utilisation de la fosse pour enclaver les activités et réduire les bruits : groupe mobile de concassage-criblage en pied de front avec acheminement par convoyeur et déplacement du primaire à l'Est à partir de la phase d'exploitation n°4,
- utilisation d'avertisseurs sonores à bruit blanc (« cri du lynx »),
- convoyeurs majoritairement capotés,
- présence de merlons périphériques et stockages périphériques des stériles d'exploitation faisant office de merlons antibruit en direction des habitations,
- respect des modélisations des niveaux sonores figurant dans l'étude d'impact,
- entretien régulier des engins et installations,
- entretien et maintien des pistes en bon état,
- plan de suivi des émergences sonores en place, adapté à l'extension du périmètre.

6.4. TIRS DE MINES ET VIBRATIONS

6.4.1. Caractéristiques des tirs

Les dispositifs d'abattage à l'explosif, et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. À ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés.

6.4.2. Valeurs limites

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

On entend par « constructions avoisinantes » les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Le respect de la valeur limite ci-dessus est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

6.4.3. Information des riverains et de l'Administration

Avant chaque tir, l'exploitant doit prévenir au moins 48 heures à l'avance les mairies de CORSEUL et SAINT-MAUDEZ et l'Inspection des Installations Classées selon les modalités définies avec les parties intéressées (courrier, courriel, appel téléphonique, affichage en mairie,..) du jour et de l'heure de chaque tir de mines.

De même, l'imminence du tir, ainsi que le constat de la réalisation achevé du tir font l'objet d'un signal sonore également spécifique. Une procédure interne, doit être mise en place à cette fin par l'exploitant et appliquée scrupuleusement.

6.4.4. Auto-surveillance des niveaux de vibrations

Une mesure de vibrations et de la surpression acoustique aérienne est effectuée, à chaque tir de mines, par un organisme ou une personne qualifiée à hauteur de l'habitation « Pellan » (point fixe) et sur un point variable en fonction des extractions ou des demandes des riverains.

Des mesures complémentaires peuvent être réalisées dans les cas suivant :

- une plainte est déposée,
- l'Inspection des Installations Classées en fait la demande, sans autre nécessité de justification.

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir (plan de tir, charge unitaire, distance par rapport à l'habitation, orientation,...) ainsi que les résultats des mesures de vibrations et de surpression aérienne. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

6.5. INFRASTRUCTURES ET AMÉNAGEMENTS

Pour limiter l'impact de son installation sur son environnement, assurer la sécurité en interne et extérieure au site, l'exploitant doit prévoir les infrastructures et aménagements suivants :

- emprunt de la route de Vallées pour limiter les effets du trafic sur les riverains ;
- entretien de la signalisation de la sortie du site ;
- double fret (accueil de matériaux inertes / vente de granulats) ;
- sortie privilégiée au Sud pour limiter le cumul de trafic avec les activités connexes (entrée Nord uniquement en cas de chantiers exceptionnels) ;
- approvisionnement direct sur site de la centrale d'enrobage et de l'usine parpaings limitant les trafics routiers ;
- vitesse limitée à 20 km/h sur le site ;
- fermeture du site à clé (portail) en dehors des horaires d'ouverture ;
- site entièrement clos (clôture, merlons, boisements et végétation dissuasive) ;
- mise en place de barrières temporaires (après information du public) lors des opérations de stockage de découverte sur les espaces périphériques Est.

Dès le début des activités, l'exploitant doit étudier, en concertation avec les sociétés présentes dans le périmètre, la meilleure desserte routière pour l'accès Nord. Cette étude doit prendre en compte la sécurité des usagers de la route et celle des employés des trois activités connexes.

Cette démarche doit faire l'objet d'un suivi, présenté aux usagers de la route et aux employés des trois activités connexes.

7 – DÉCHETS

7.1. PRINCIPES DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE

Les déchets résultant de l'industrie extractive sont gérés conformément au plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière figurant dans le dossier de demande établi conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 94 relatif à l'exploitation de carrières.

Le plan de gestion fait l'objet d'une révision tous les cinq ans ou dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle son contenu. Il est transmis au préfet.

7.2. GESTION DES DÉCHETS AUTRES QUE LES DÉCHETS D'EXTRACTION RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE

7.2.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation.

7.2.2. Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

7.2.3. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'Environnement.

Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les Installations Classées.

7.3. ACCUEIL DE DÉCHETS INERTES EXTÉRIEURS

L'exploitant est autorisé à accueillir des déchets inertes provenant de l'extérieur à raison d'au maximum 50 000 tonnes par an en vue du remblayage de la fosse ou du recyclage.

Ces matériaux sont déchargés sur une plateforme en vue d'un contrôle visuel puis servent au remblayage de la fosse.

L'exploitant peut recycler une partie de ces matériaux au sein des installations de transformation de la carrière.

La procédure d'accueil et de contrôle des matériaux inertes extérieurs doit être mise en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

8.1. CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du Code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

8.2. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée dans les mairies de CORSEUL et SAINT-MAUDEZ et peut y être consultée ;
- 2° Une copie de cet arrêté est affichée dans les mairies de CORSEUL et SAINT-MAUDEZ pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
- 3° L'arrêté est adressé aux conseils municipaux et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

8.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R 181-50 du Code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit le Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor- 1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;

- ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

8.4. EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, le Directeur de l'Agence régionale de santé de Bretagne et l'inspection des Installations Classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de CORSEUL et SAINT-MAUDEZ et notifiée à la société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT.

Saint-Brieuc, le **26 FEV. 2026**

Pour le préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général



Georges SALAÜN

ANNEXES

Annexe 1 : Plan parcellaire sur fond cadastral

Annexe 2 : Registre parcellaire

Annexe 3 : Plans de phasage d'exploitation

Annexe 4 : Plan du circuit des eaux et mesures de limitation des impacts

Annexe 5 : Localisation des points de mesures sur l'environnement humain

Annexe 6 : Localisation des mesures pour la protection des habitats, de la faune et de la flore

Annexe 7 : Plan de remise en état

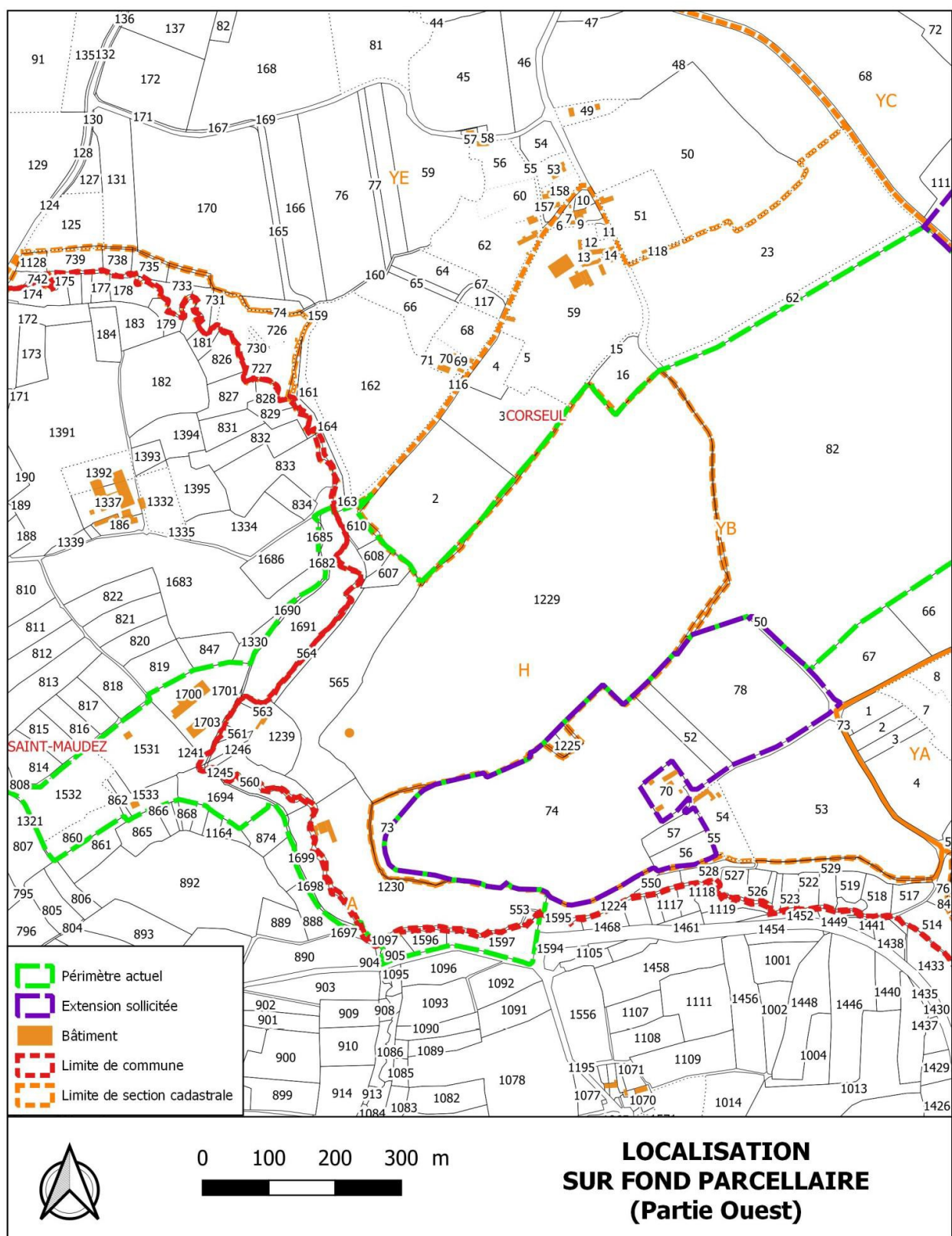
Vu pour être annexé à l'arrêté du
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

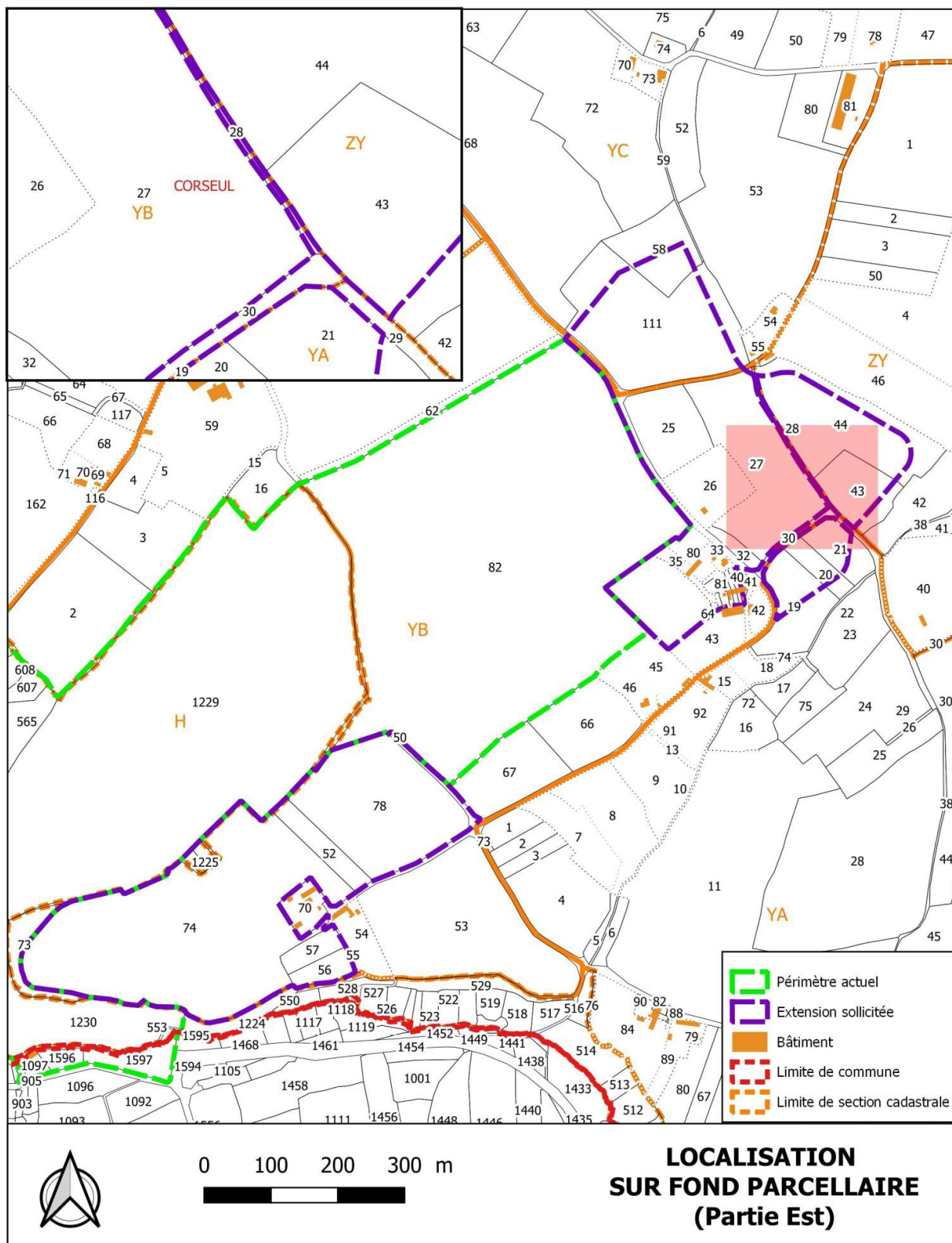
26 FEV. 2026



Georges SALAÜN

Annexe 1 : Plan parcellaire sur fond cadastral



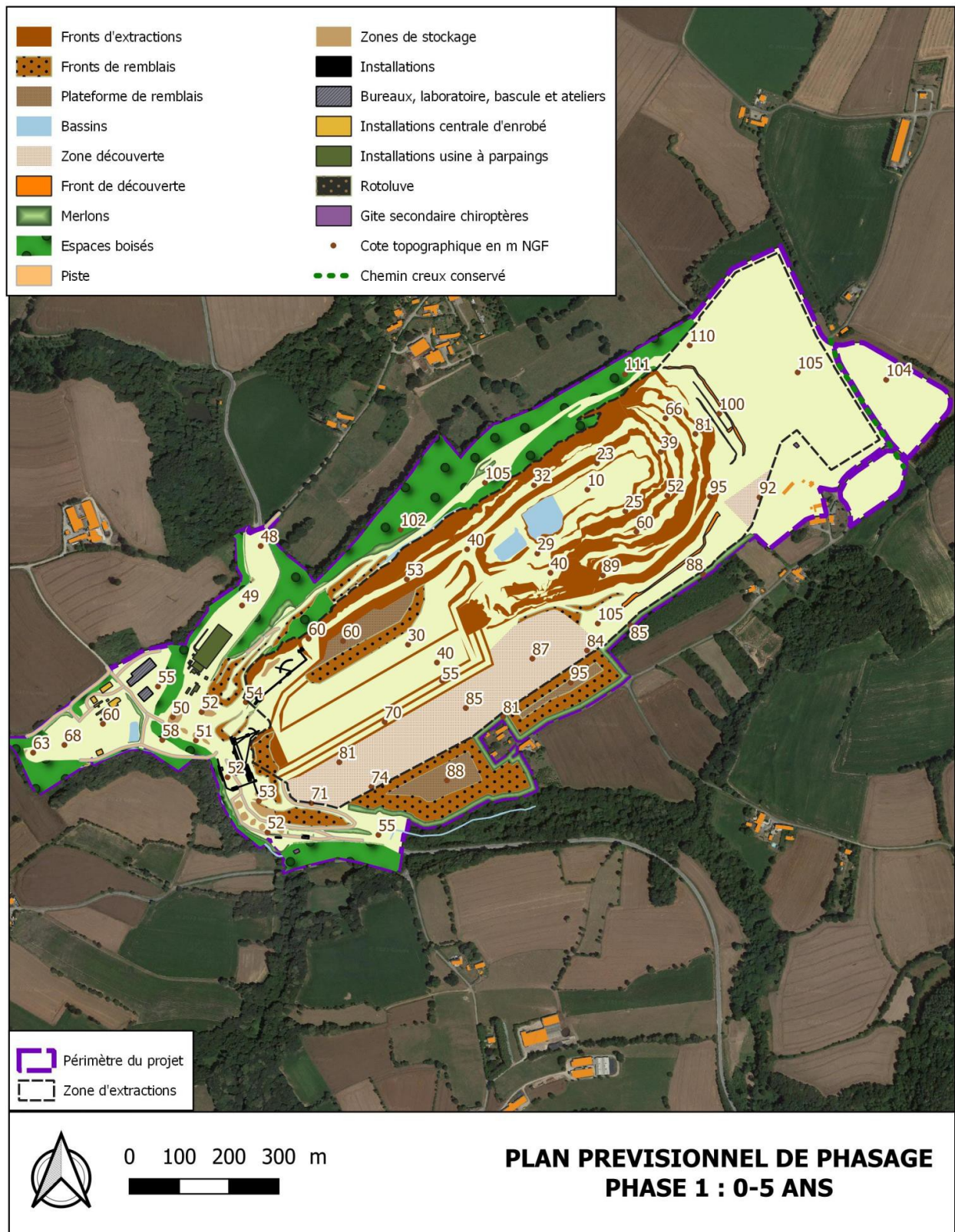


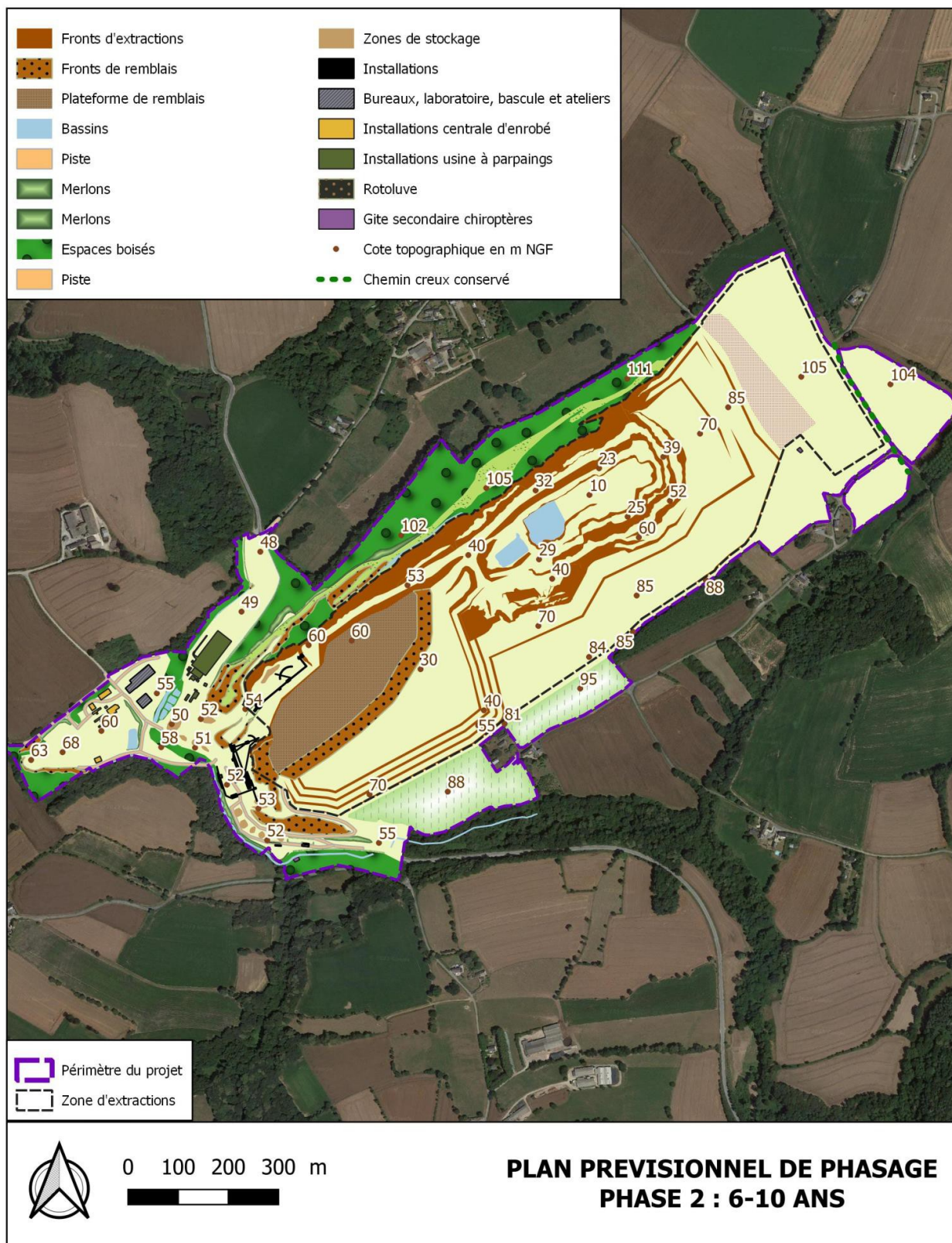
Annexe 2 : Registre parcellaire

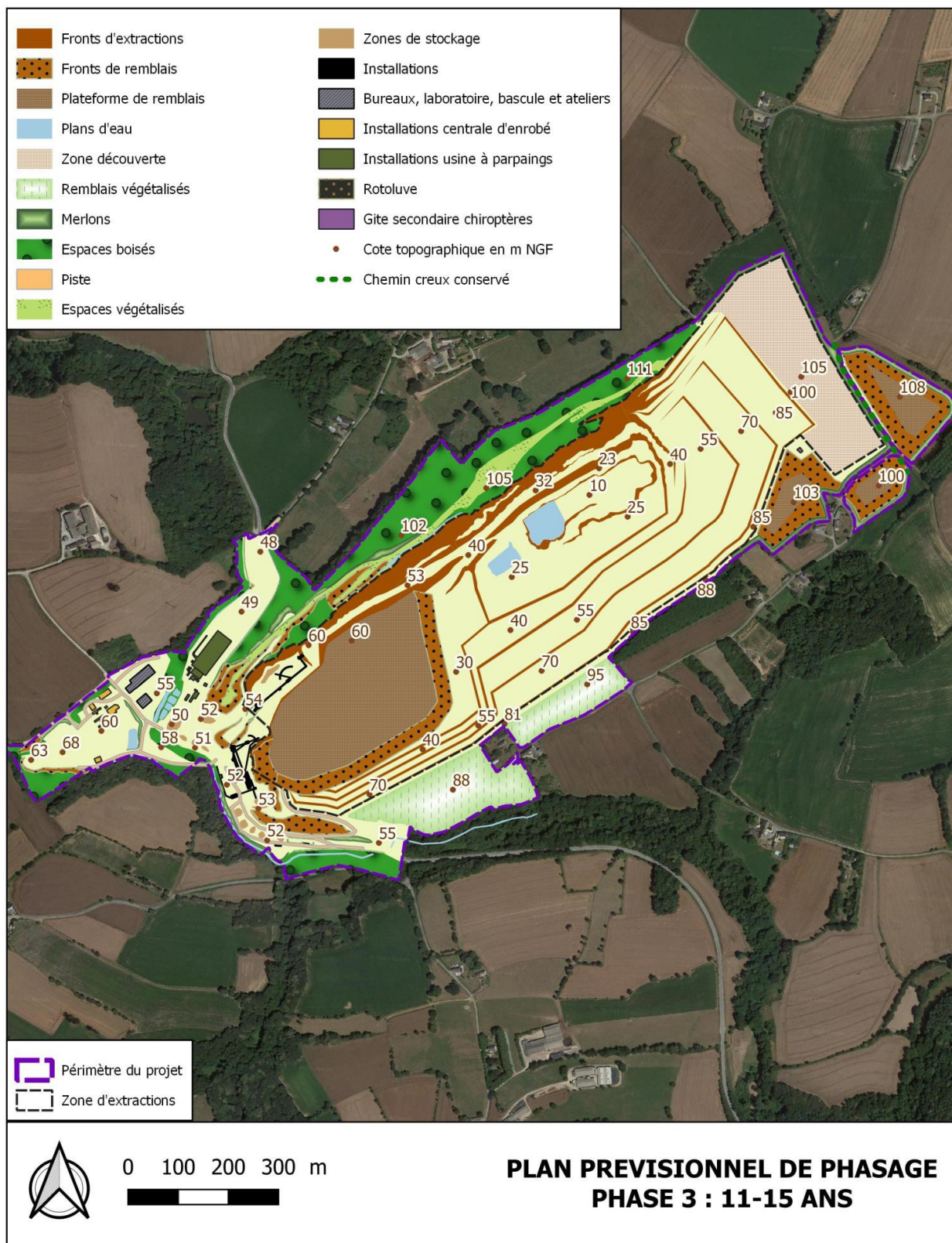
Commune	Section	Numéro	Superficie totale (m²)	Superficie demandée (m²)	Propriétaire
Saint-Maudez	A	860	3795	3795	SCB
		862	460	460	SCB
		905	210	210	SCB
		1097	920	920	SCB
		1531	12270	12270	SCB
		1532	10419	10419	SCB
		1533	3345	3345	SCB
		1596	1510	1510	SCB
		1597	4536	4536	SCB
		1682	43	43	SCB
		1684	149	149	SCB
		1685	162	162	SCB
		1687	35	35	SCB
		1688	67	67	SCB
		1689	334	334	SCB
		1690	937	937	SCB
		1691	14012	14012	SCB
		1692	1551	1551	SCB
		1693	363	363	SCB
		1694	6416	6416	SCB
		1696	25	25	SCB
		1697	122	122	SCB
		1698	921	921	SCB
		1699	4927	4927	SCB
		1700	11428	11428	SCB
		1701	76	76	SCB
		1702	25	25	SCB
		1703	213	213	SCB
Total				79 271	

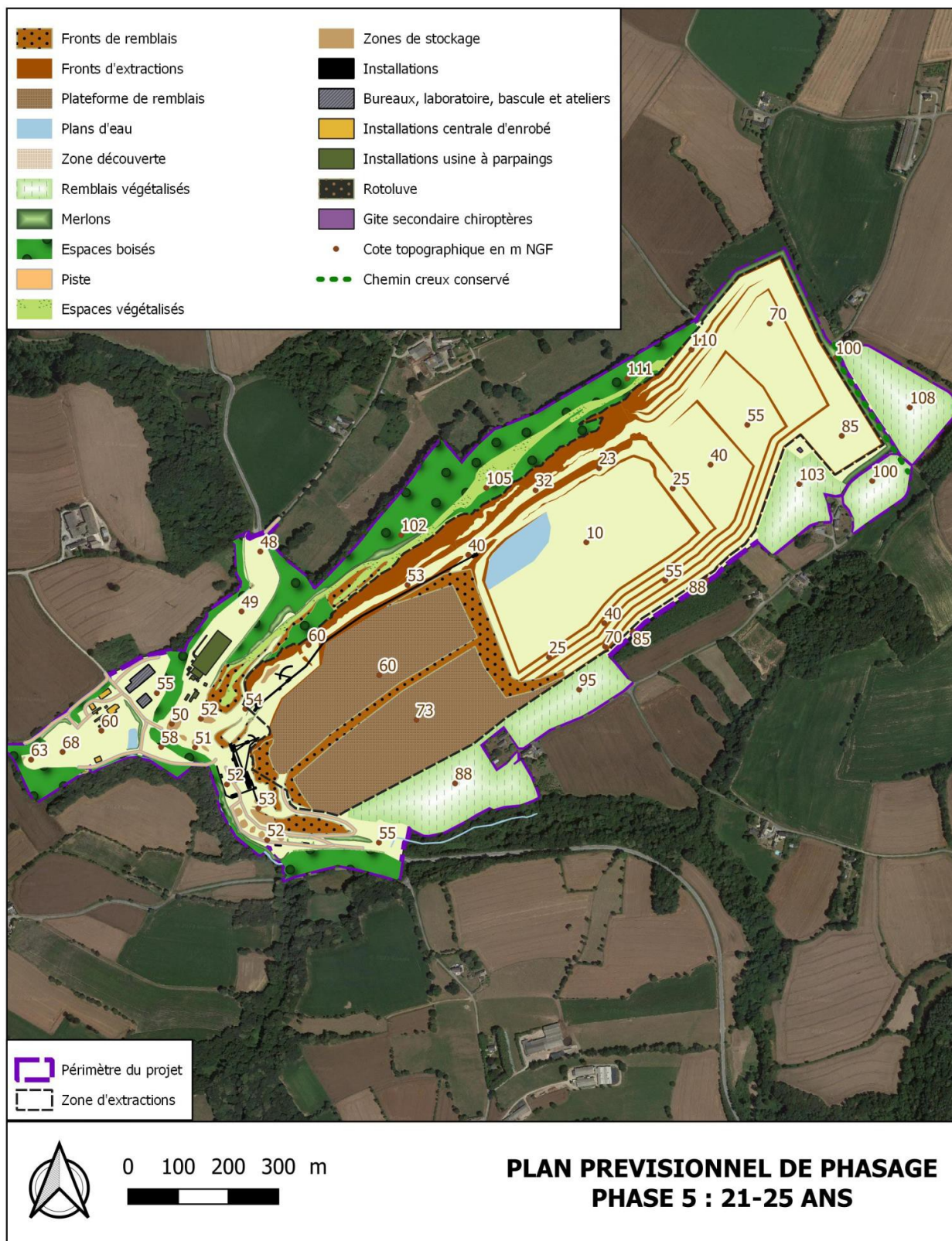
Corseul	H	553	208	208	SCB
		560	3211	3211	SCB
		561	431	431	SCB
		563	400	400	SCB
		564	1760	1760	SCB
		565	23768	23768	SCB
		607	2006	2006	SCB
		608	1453	1453	SCB
		609	1260	1260	SCB
		610	2815	2815	SCB
		1225	732	732	SCB
		1227	731	731	SCB
		1229	202245	202245	SCB
		1230	30411	30411	SCB
		1239	7428	7428	SCB
		1240	9	9	SCB
		1241	119	119	SCB
		1242	57	57	SCB
		1243	1008	1008	SCB
		1244	28	28	SCB
		1245	31	31	SCB
		1246	565	565	SCB
	YA	19p	11273	4812	SCB
		20p	3392	2507	SCB
		21p	5762	3557	SCB
	YB	25	11619	11619	SCB
		26	9559	9559	SCB
		27p	27152	27083	SCB
		32	1671	1671	SCB
		33	1115	1115	SCB
		35	1553	1553	SCB
		36	680	680	SCB
		37	156	156	SCB
		39	392	392	SCB
		40	551	551	SCB
		50	16	16	SCB
		52	5249	5249	SCB
		56	3220	3220	SCB
		57	3267	3267	SCB
		64	105	105	SCB
		73	5095	5095	SCB
		74	84500	84500	SCB
		78	35096	35096	SCB
		80	2935	2935	SCB
		81	773	773	SCB
		82	230885	230885	SCB
		83	1206	1206	SCB
		90p	7665	6105	SCB
	YC	58p	10755	3870	SCB
		111p	38774	29462	SCB
	ZY	43p	9527	7522	SCB
		44p	26520	19092	SCB
Total				784 329	

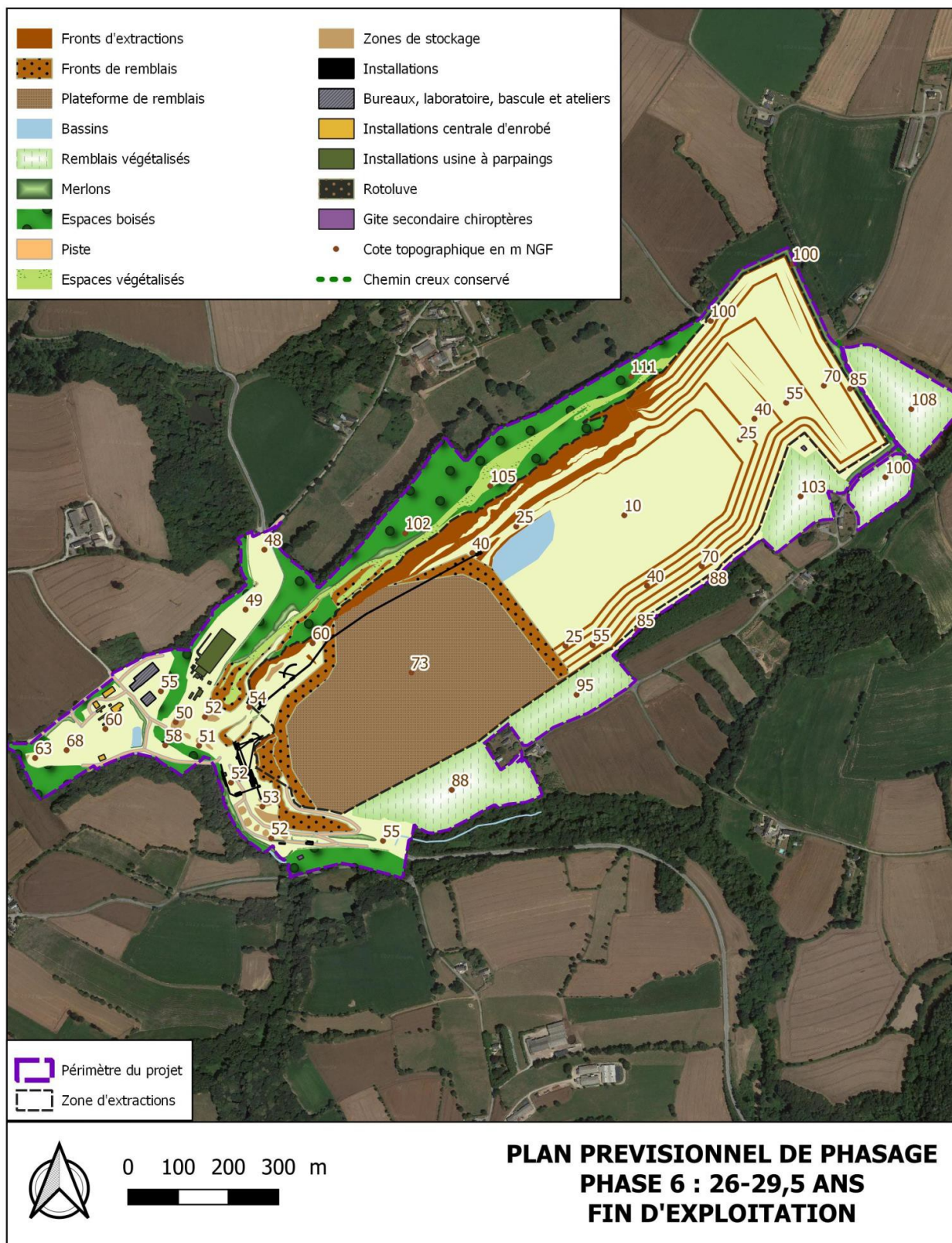
Annexe 3 : Plans de phasage d'exploitation

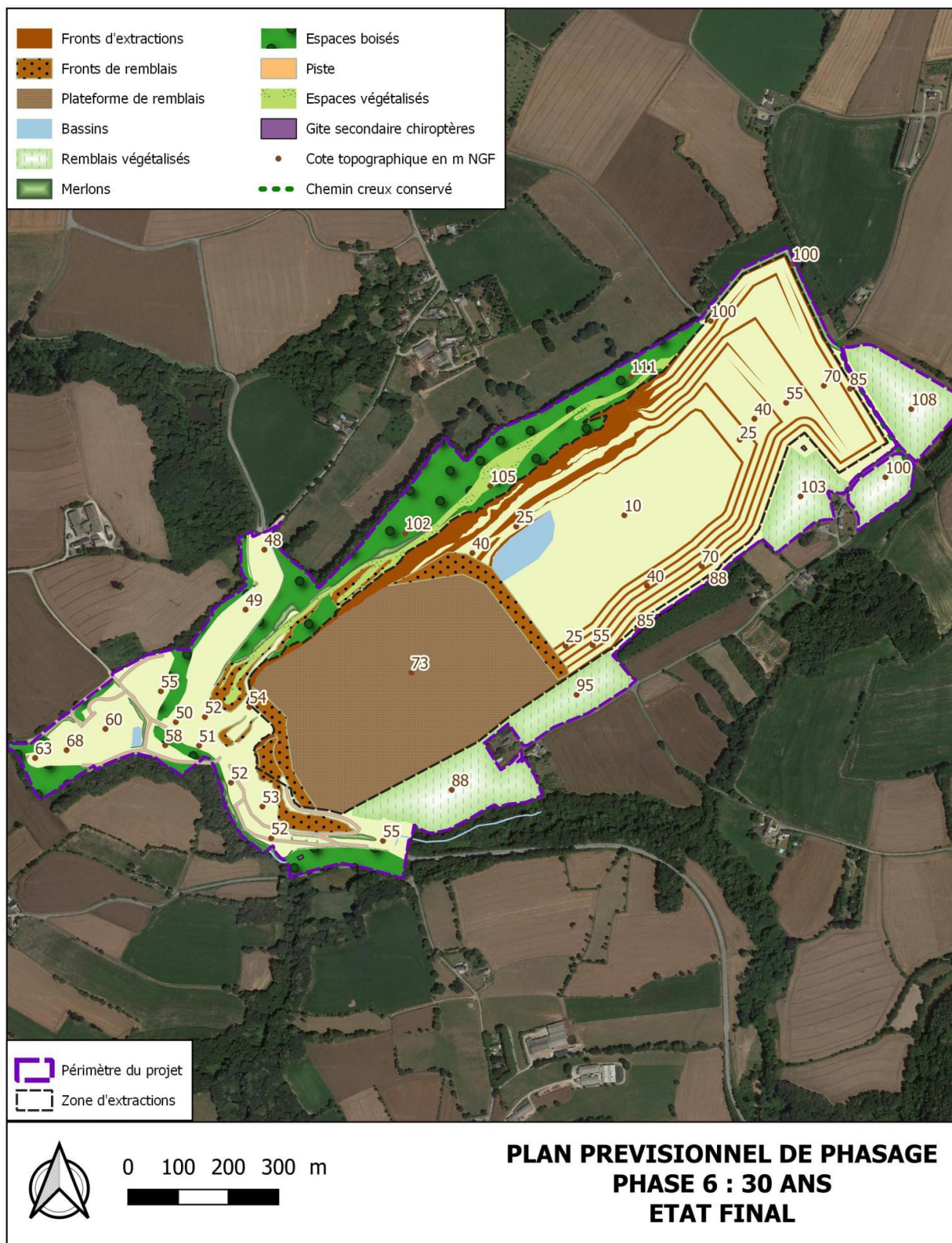




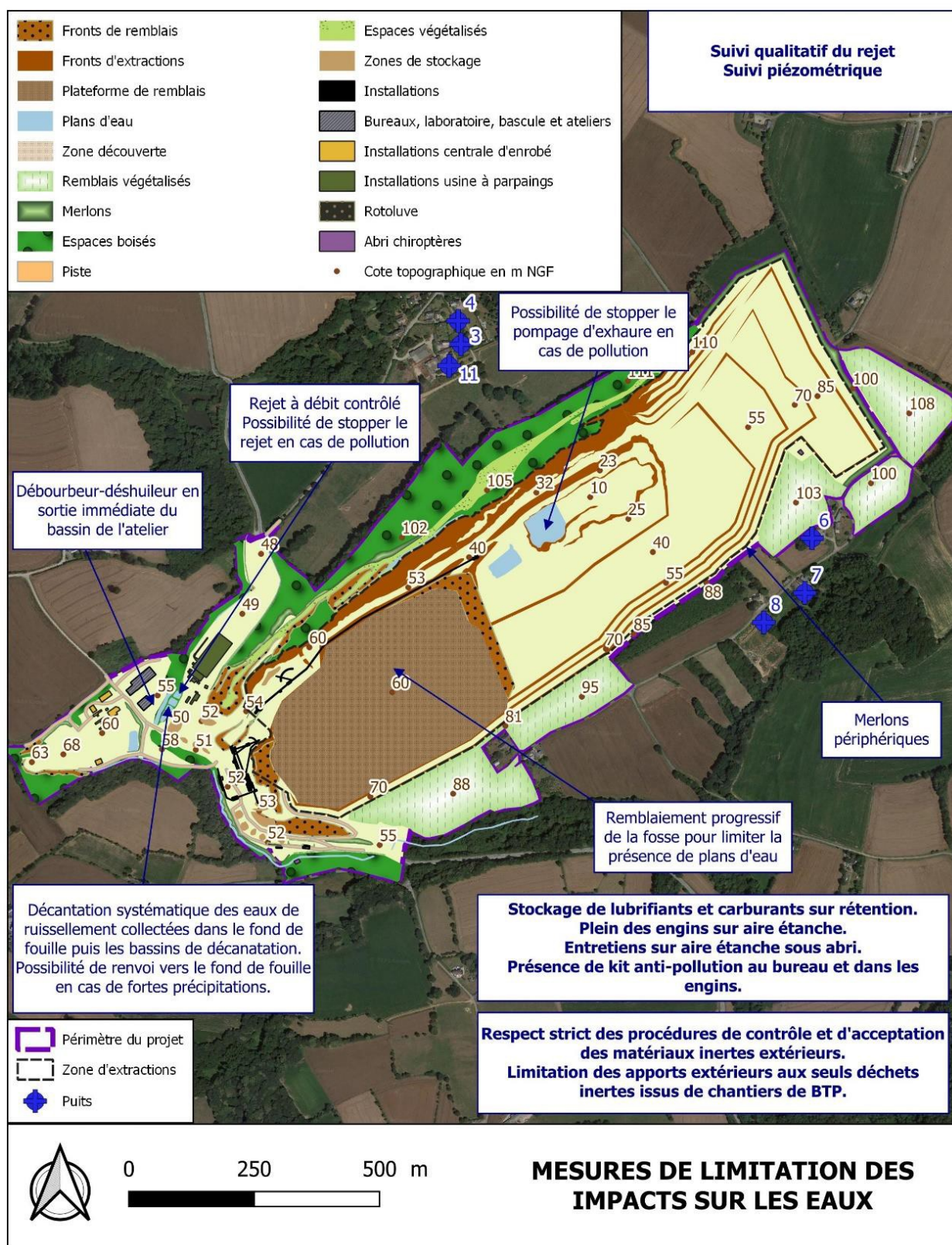




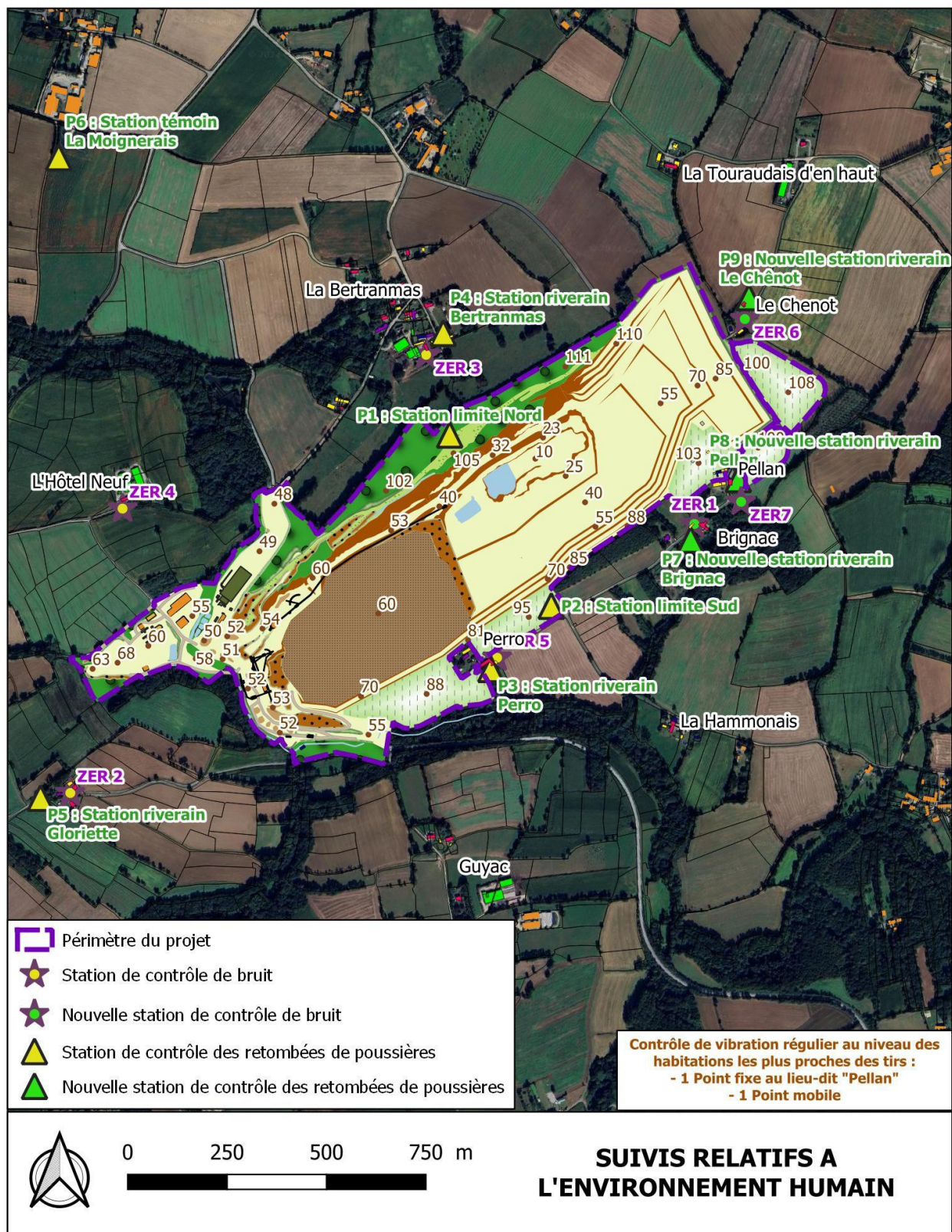




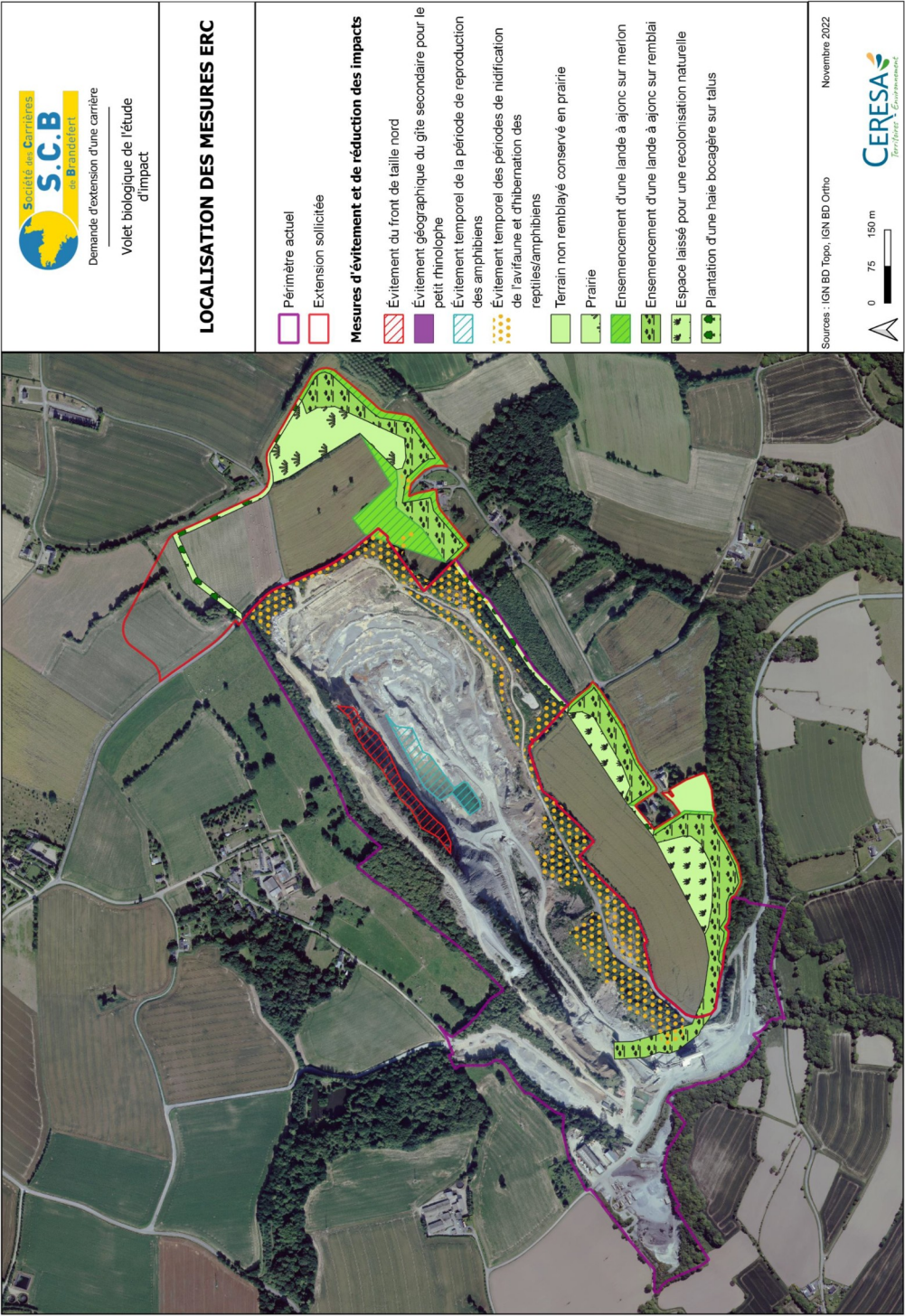
Annexe 4 : Plan du circuit des eaux et mesures de limitation des impacts



Annexe 5 : Localisation des points de mesures sur l'environnement humain



Annexe 6 : Localisation des mesures pour la protection des habitats, de la faune et de la flore



Annexe 7 : Plan de remise en état

PRINCIPES DE REMISE EN ÉTAT

